



Nouvelle rentrée scolaire sous tension. Organisons la riposte !

Médiatiquement, il ressort que plus de 4.000 postes n'ont pas été pourvus. Au delà du constat de base que le métier n'attire plus en terme de salaire et de conditions de travail, cela a des conséquences sur nos conditions de travail dans les établissements et pour les conditions d'étude des élèves. Mais **surtout la cause profonde de cette crise provient de la suppression de 7900 postes sous l'égide de Blanquer-Macron.**

Nous refusons cette politique libérale qui provoque le manque de personnels (enseignant-es de personnels administratifs, d'AESH, de vie scolaire et de santé...) **et dégrade le service public d'éducation et nos conditions de travail.** Le gouvernement est responsable de la situation et ce n'est pas aux personnels et aux usager-es d'en subir les conséquences. **Nous exigeons un plan d'urgence pour l'éducation :**

- Contre toute suppression de postes dans l'Éducation Nationale : administratif, enseignant.es, vie scolaire (AED, CPE), médicaux-sociaux (infirmier-es, assistant-es sociales/sociaux, Psy-En), AESH et un plan de recrutement massif de personnels fonctionnaires réellement formés.
- Pour la titularisation sans conditions de concours ni de nationalité de tous les personnels précaires et l'arrêt du recours massif aux statuts précaires (AESH, AED, contractuels...)
- Pour l'augmentation des salaires d'au moins 400€ et non les 3,5 % du point d'indice qui ne répondent même pas à la hausse de l'inflation de 8 %
- Contre la mise en place des PIAL qui surexploitent les AESH, payé.es en dessous du seuil de pauvreté, en augmentant leur flexibilité.
- Pour le respect de la carte scolaire et de vrais moyens pour les REP (et assimilés) + REP +
- Pour des effectifs réduits dans les classes à besoins particuliers (ULIS, UPE2A)
- Contre la réforme du lycée professionnel, engendrant : la fin programmée du statut scolaire au profit de l'apprentissage sous la gouverne du ministère du travail, atteinte du statut des P.L.P., baisse des heures d'enseignement pour les élèves dont les matières générales, et contre la mobilité forcée des professeur-es de lycée pro en collège
- Contre des réformes de collège, de lycée et de baccalauréat qui masquent des logiques de rentabilité au détriment de la véritable émancipation de la jeunesse.
- Contre l'autoritarisme du Rectorat de Grenoble et du Ministère imposant des fermetures de classes ou en faisant dysfonctionner les inscriptions STMG après les dernières réunions des instances décisionnelles. (C.A, conseil d'école)
- Contre la mise en concurrence des établissements et des personnels et le système de salaire au mérite.
- Pour le maintien d'un réel service public national de l'éducation garantissant une égalité sur le territoire.

Nous rappelons à tous personnels de l'Education Nationale, quel que soit son statut, qu'un préavis de grève nationale court sur le mois de septembre et nous appelons tout particulièrement, en fonction des réalités de mobilisation propres à chaque établissement à :

- Organiser des Heures d'infos syndicales dans les établissements.
- Communiquer auprès de tous les parents d'élèves des conditions désastreuses de rentrée actuelles.
- Participer à une première journée de grève de tous les personnel.les le jeudi 8 septembre et ainsi nous retrouver au Rectorat de Grenoble à 14h pour envisager d'ici la journée de grève interprofessionnelle du 29 septembre les suites possibles à donner et préparer au mieux notre participation à cette journée.

Journée de grève de l'éducation
Jeudi 8 septembre
14H Rectorat de Grenoble